

**Rapport du Président**

Séance Publique du  
vendredi 12 octobre 2012

**Service instructeur**

Service de l'Environnement et de l'Agriculture

N° CG-2012-4-6-1

**Service consulté**

Service des Actions Transfrontalières

**GERPLAN TRANSFRONTALIER  
UN JARDIN POUR LE RHIN**

Résumé : Les Communautés de Communes Porte de France Rhin Sud et Essor du Rhin et les communes allemandes de Neuenburg, Hartheim, Eschbach et Heitersheim ont décidé de porter conjointement un GERPLAN transfrontalier intitulé « Un jardin pour le Rhin – Ein Garten für den Rhein ». Il vous est proposé d'autoriser le Président à signer la convention partenariale relative à ce projet qui bénéficie d'un soutien de l'Union Européenne dans le cadre d'Interreg IV Rhin Supérieur. L'implication financière du Département s'élève à 70 000 €.

Afin de coordonner au niveau local les actions nécessaires à la préservation de la qualité des espaces et des ressources, et de favoriser les échanges et les projets transfrontaliers, les Communautés de Communes Porte de France Rhin Sud (CCPFRS – Ottmarsheim) et Essor du Rhin (CCER – Fessenheim) et les communes allemandes de NEUENBURG, HARTHEIM, ESCHBACH et HEITERSHEIM ont décidé de porter conjointement un GERPLAN transfrontalier intitulé « *Un jardin pour le Rhin – Ein Garten für den Rhein* ».

Le projet, mené de manière collective et concertée à l'échelle transfrontalière, vise à répondre à différents objectifs :

- Elaborer une étude transfrontalière pour constituer un socle commun servant de base à des projets futurs.
- Faire un état des lieux précis du territoire afin de mettre en perspective les différents enjeux environnementaux, paysagers, agricoles et hydrauliques. Une étude menée de façon concertée débouchera sur un plan d'actions commun détaillé qui servira de document cadre.
- Renforcer au travers de thématiques environnementales, le sentiment d'appartenance de tous les acteurs du territoire (citoyens, élus, agriculteurs, associations etc..) à un espace commun transfrontalier.

- Mettre en place des actions communes concrètes et cohérentes sur le territoire visant à :
  - Sensibiliser le grand public franco-allemand du territoire concerné aux enjeux environnementaux et paysagers, en favorisant les relations entre le monde urbain et le monde rural des deux côtés du Rhin.
  - Préserver le patrimoine naturel et la biodiversité en protégeant ou en aménageant des espaces pour la sauvegarde de la biodiversité.
  - Protéger la ressource en eau en limitant les risques de pollution de la ressource naturelle en eau.
  - Améliorer le cadre de vie et les paysages en limitant l'étalement urbain et en préservant les paysages rhénans.
  - Pérenniser, encourager et augmenter l'agriculture locale en soutenant la diversification de ses produits et leur promotion.

Ce projet a fait l'objet d'une demande de financement dans le cadre d'Interreg. Le comité de suivi Interreg, lors de sa réunion du 6 décembre 2011, a donné un avis favorable au projet et à son financement.

Le **calendrier** de ce GERPLAN transfrontalier est le suivant :

<b>Actions réalisées</b>	
courant 2010	définition du périmètre du GERPLAN
	délibérations des différentes structures pour s'engager dans un GERPLAN
	constitution d'un groupe technique et d'un comité de pilotage
1 <sup>er</sup> semestre 2011	adaptation du cahier des charges GERPLAN
	définition d'un plan de financement transfrontalier
	élaboration du dossier Interreg – définition des premières actions de mise en oeuvre
	embauche d'un animateur GERPLAN (Nicolas WENTZ)
2 <sup>ème</sup> semestre 2011	appel d'offres pour le choix d'un bureau d'études
<b>Actions en cours</b>	
début 2012	lancement de la phase diagnostic
	lancement des 1 <sup>ères</sup> actions : - sentier d'interprétation d'Hirtzfelden (à proximité du CINE) - sentier d'interprétation sur l'île du Rhin à Chalampé - sentier nature et découverte à Hartheim (D)
<b>Actions à venir</b>	
2013 – début 2014	concrétisation des actions du volet « biodiversité » réalisation du sentier pédagogique de Neuenburg mise en place du volet « agriculture paysanne »

## Budget prévisionnel du GERPLAN transfrontalier

Coûts en €		Financement en €	
Étude	120 000	CCPFRS	55 000
Projets	230 000	CCER	35 000
Communication	37 000	<b>Département 68</b>	<b>70 000</b>
Coordination	80 000	Landratsamt Breisgau-H.	10 000
Traduction	9 000	Neuenburg am Rhein	35 000
Frais de déplacements	4 000	Heitersheim	5 000
		Hartheim	10 000
		Eschbach	5 000
		Gewerbepark Breisgau	15 000
		<b>FEDER – Interreg</b>	<b>240 000</b>
<b>Total</b>	<b>480 000</b>	<b>Total</b>	<b>480 000</b>

## Implication financière du Conseil Général

L'aide du Conseil Général budgétée dans les Contrats de Territoire de Vie est répartie de la manière suivante :

	N° fiche	Bénéficiaire	Projet	Dépense subvent.	Taux	Subvention	Interreg
CTV Région Mulhousienne	321	CCPFRS	Gerplan transf.- Ingénierie	84 000	30%	25 200	<b>dont 70 000 € au titre de la convention Interreg</b>
	322		Gerplan transf. - Etude et actions	180 000	30%	54 000	
	322a		Gerplan CCPFRS- Programme d'actions 2012-2013	180 000	30%	54 000	
CTV Florival – Vignoble – Plaine du Rhin	206a	CCER	Gerplan	A définir		35 000	
<b>Total</b>						<b>168 200</b>	<b>70 000</b>

Sur les 168 200 €, **70 000 € font donc l'objet du présent rapport au titre d'Interreg.**

Les 98 200 € restants seront utilisés par les communautés de communes CCPFRS et CCER dans le cadre de leurs programmes d'actions GERPLAN qui feront l'objet d'une contractualisation avec le Département en 2013.

A noter que les modalités de versement de la subvention Interreg, indiquées à l'article 15.1 de la convention Interreg, sont dérogoires aux CTV et au vade-mecum GERPLAN.

Au regard de ces éléments, je vous propose d'autoriser le Président à signer la convention partenariale relative au projet Interreg IV Rhin Supérieur n°C27 « Un jardin pour le Rhin – Plan de gestion de l'espace rural et périurbain transfrontalier » jointe au rapport, qui pourra faire l'objet de modifications mineures n'affectant pas le montant de la participation départementale.

Les crédits seront imputés au programme C251 chapitre 204 nature 204142 fonction 74.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized initial 'C' followed by a vertical line and a horizontal stroke, with some smaller characters below.

Charles BUTTNER

---

**Programme INTERREG IV Rhin Supérieur**  
**Programm INTERREG IV Oberrhein**

---

**Convention relative au projet n° C27**  
**« Un jardin pour le Rhin –**  
**Plan de gestion de l'espace rural et périurbain**  
**transfrontalier »**

**Vereinbarung zum Projekt Nr. C27**  
**„Ein Garten für den Rhein -**  
**Grenzüberschreitender Gestaltungsplan für den**  
**ländlichen und ausserstädtisch geprägten Raum“**

---



## Signataires

Entre

- la Région Alsace, Autorité de gestion du programme INTERREG IV Rhin Supérieur ;
- les partenaires français et allemands dudit projet :
- la Communauté de communes Porte de France Rhin Sud, porteur du projet et cofinanceur ;
- les partenaires cofinanceurs suivants :
  - le Département du Haut-Rhin
  - le Landratsamt Breisgau-Hochschwarzwald
  - la Stadt Neuenburg am Rhein
  - la Gemeinde Heitersheim
  - la Gemeinde Hartheim
  - la Gemeinde Eschbach
  - le Gewerbepark Breisgau
  - la Communauté de communes Essor du Rhin

## Préambule

Vu

### La réglementation communautaire :

- le Règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion, et abrogeant le règlement (CE) n°1260/1999 ; ainsi que l'ensemble des règlements les modifiant ;  
*ci-après dénommé « Règlement général »*,
- le Règlement (CE) n°1080/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif au Fonds européen de développement régional, et abrogeant le règlement (CE) n°1783/1999 ; ainsi que l'ensemble des règlements les modifiant ;  
*ci-après dénommé « Règlement FEDER »*,

## Unterzeichner

Zwischen

- der Région Alsace als Verwaltungsbehörde des INTERREG IV Programms Oberrhein;
- folgenden französischen und deutschen Projektpartnern:
- die Communauté de communes Porte de France Rhin Sud als Projektträger und Kofinanzierungspartner;
  - folgenden Kofinanzierungspartnern:
    - das Département du Haut-Rhin
    - das Landratsamt Breisgau-Hochschwarzwald
    - die Stadt Neuenburg am Rhein
    - die Gemeinde Heitersheim
    - die Gemeinde Hartheim
    - die Gemeinde Eschbach
    - der Gewerbepark Breisgau
    - die Communauté de communes Essor du Rhin

## Vorbemerkung

wird in Anbetracht

### nachstehender EU-Bestimmungen:

- Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates vom 11. Juli 2006 mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds und den Kohäsionsfonds und zur Aufhebung von Verordnung (EG) Nr. 1260/1999 sowie der diese ggf. abändernden Verordnungen;  
*im Folgenden "Allgemeine Strukturfondsverordnung",*
- Verordnung (EG) Nr. 1080/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juli 2006 über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung und zur Aufhebung von Verordnung (EG) Nr. 1783/1999 sowie der diese ggf. abändernden Verordnungen;  
*im Folgenden "EFRE-Verordnung",*

- le Règlement (CE) n°1828/2006 de la Commission du 8 décembre 2006 établissant les modalités d'exécution du règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion, et du règlement (CE) n°1080/2006 du Parlement européen et du Conseil relatif au Fonds européen de développement régional (FEDER) ; ainsi que l'ensemble des règlements les modifiant.

*ci-après dénommé « Règlement d'application »,*

Les documents suivants, concernant le programme :

- la décision de la Commission européenne n° C (2007) 5136, du 24 octobre 2007, relative au Programme opérationnel « INTERREG IV Rhin Supérieur » n° CCI 2007 CB 163 PO 039, s'intégrant dans l'Objectif "Coopération territoriale européenne" de la Politique de cohésion de l'UE pour la période 2007-2013 ;
- la convention signée entre l'Autorité de gestion et la Caisse des dépôts, en tant qu'Autorité de certification/organisme de paiement du programme, en date du 5 août 2008 ;
- la convention signée entre l'Autorité de gestion et l'Etat français en date du 29 août 2009 ;
- la convention signée entre l'Autorité de gestion, le Land du Bade-Wurtemberg et le Land de Rhénanie-Palatinat en date du 31 juillet 2009 ; et
- le Guide pour les bénéficiaires dans sa version respectivement valable.

Les documents suivants, concernant la France :

- le décret n°2002-633 du 26 avril 2002 modifié instituant une Commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds structurels européens ;

- Verordnung (EG) Nr. 1828/2006 der Kommission vom 8. Dezember 2006 zur Festlegung von Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds und den Kohäsionsfonds und der Verordnung (EG) Nr. 1080/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung (EFRE) sowie der diese ggf. abändernden Verordnungen.

*im Folgenden "Durchführungsverordnung",*

folgender programmrelevanter Dokumente:

- der Entscheidung der Europäischen Kommission Nr. C(2007) 5136 vom 24. Oktober 2007 bezüglich des Operationellen Programms „INTERREG IV A Oberrhein“ Nr. CCI 2007 CB 163 PO 039 im Rahmen des Ziels "Europäische territoriale Zusammenarbeit" der Kohäsionspolitik der Europäischen Union im Zeitraum 2007-2013;
- der Vereinbarung zwischen der Région Alsace in ihrer Eigenschaft als Verwaltungsbehörde für das Operationelle Programm und der Caisse des dépôts in ihrer Eigenschaft als Bescheinigungsbehörde vom 5. August 2008;
- der Vereinbarung zwischen der Verwaltungsbehörde und dem französischen Staat vom 28. August 2009;
- der Vereinbarung zwischen der Verwaltungsbehörde, dem Land Baden-Württemberg und dem Land Rheinland-Pfalz vom 31. Juli 2009; und
- des Handbuchs für Begünstigte in seiner jeweils gültigen Fassung.

folgender für Frankreich relevanter Bestimmungen:

- der französischen Verordnung (décret) Nr. 2002-633 vom 26. April 2002 zur Einsetzung einer ministerienübergreifenden Kommission zur Koordination der Kontrollen (CICC) von in Frankreich aus EU-Strukturfondsmitteln kofinanzierten

- la circulaire du Premier ministre du 12 février 2007 relative à la communication sur les projets financés par l'Union européenne dans le cadre de la politique de cohésion économique et sociale ;
- la circulaire n°5210 SG du Premier ministre du 13 avril 2007 relative au dispositif de suivi, de gestion et de contrôle des programmes cofinancés par le FEDER, le FSE, le FEP et le FEADER de la période 2007-2013 ;
- le décret n°2007-1303 du 3 septembre 2007 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes cofinancés par les fonds structurels pour la période 2007-2013.

Les documents suivants, relatifs au projet :

- le formulaire de demande de cofinancement communautaire relatif au présent projet et ses annexes, annexés à la présente convention ;
- le courrier du Secrétariat technique commun au porteur de projet attestant de la réception de la demande de cofinancement complète à la date du 29 septembre 2011 ;
- la décision du Comité de suivi en date du 6 décembre 2011, prise sur la base de la fiche récapitulative rédigée par le Secrétariat technique commun, annexée à la présente convention.

Il est convenu ce qui suit :

Maßnahmen;

- des Runderlasses (circulaire) des français Premierministers vom 12. Februar 2007 über die Öffentlichkeitsarbeit im Zusammenhang mit Projekten, die im Rahmen der wirtschaftlichen und sozialen Kohäsionspolitik von der Europäischen Union bezuschusst werden;
- des Runderlasses (circulaire) des français Premierministers Nr. 5210 SG vom 13. April 2007 bezüglich der Vorgaben zur Begleitung, Umsetzung und Kontrolle der im Zeitraum 2007-2013 aus dem EFRE, dem ESF, dem EFF und dem EAGFL kofinanzierten Programme;
- der französischen Verordnung (décret) Nr. 2007-1303 vom 3. September 2007 zur Festlegung der nationalen Regeln für die Förderfähigkeit von Ausgaben im Rahmen von im Zeitraum 2007-2013 aus Strukturfonds bezuschussten Programmen.

folgender projektrelevanter Bestimmungen:

- dem Antragsformular auf Förderung des vorliegenden Projekts und den dazugehörigen Anhängen in der Anlage zur vorliegenden Projektvereinbarung;
- des Schreibens des Gemeinsamen technischen Sekretariats an den Projektträger, mit dem der Eingang eines vollständigen Kofinanzierungsantrags beim Gemeinsamen technischen Sekretariat zum 29. September 2011, bestätigt wird;
- dem Beschluss des Begleitausschusses über die Aufnahme des Projekts in die Förderung vom 6. Dezember 2011 auf Grundlage der durch das Gemeinsame technische Sekretariat erarbeiteten Projektzusammenfassung in der Anlage zur vorliegenden Projektvereinbarung;

Folgendes vereinbart:



## **TITRE 1 - GENERALITES**

### **Article 1. Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les responsabilités des signataires dans la mise en œuvre du projet.

### **Article 2. Pièces contractuelles**

Tous les documents visés en préambule, ainsi que toutes les pièces annexées à la présente convention, en sont partie intégrante et sont pièces contractuelles au même titre qu'elle.

### **Article 3. Responsabilités**

Chaque signataire s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que le projet soit réalisé tel qu'il est décrit dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire et tel qu'il a été accepté par le Comité de suivi, en accord avec les stipulations de la présente convention et les réglementations communautaires et nationales applicables.

### **Article 4. Périodes concernées**

#### **Article 4.1. Période de réalisation du projet**

Le projet est réalisé durant la période mentionnée dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi.

#### **Article 4.2. Période d'éligibilité des dépenses**

La période d'éligibilité des dépenses commence à la date de début de réalisation, mentionnée dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi, et se termine trois mois après la date de fin de réalisation du projet, mentionnée dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi.

## **TEIL 1 - ALLGEMEINES**

### **Artikel 1. Gegenstand der Projektvereinbarung**

Gegenstand der vorliegenden Projektvereinbarung ist die Festlegung der Zuständigkeiten der Unterzeichner bei der Durchführung des Projekts.

### **Artikel 2. Bestandteile des Vertrags**

Sämtliche o. g. Referenztexte sowie sämtliche Schriftstücke in der Anlage sind Bestandteil der vorliegenden Vereinbarung und stellen gleichwertige Vertragsbestandteile dar.

### **Artikel 3. Verantwortlichkeiten**

Die Unterzeichner verpflichten sich, jeweils die erforderlichen Maßnahmen zu ergreifen, damit das Projekt wie im Antrag auf EU-Mittelförderung beschrieben und vom Begleitausschuss genehmigt sowie in Einhaltung der Bestimmung aus der vorliegenden Projektvereinbarung und den geltenden Gemeinschafts- und EU-Bestimmungen durchgeführt wird.

### **Artikel 4. Zeitliche Vorgaben**

#### **Artikel 4.1. Zeitraum für die Realisierung des Projekts**

Das Projekt ist innerhalb des Zeitraums umzusetzen, der im Antragsformular auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt angegeben ist.

#### **Artikel 4.2. Zeitraum für die Förderfähigkeit der Ausgaben**

Der Zeitraum der Förderfähigkeit beginnt mit dem Datum des Beginns der Umsetzung laut den Angaben im Antragsformular auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt. Er endet drei Monate nach dem Zeitpunkt des Endes der Projektumsetzung laut den Angaben im Antragsformular auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt.

## **Article 5. Contrôles**

Chaque signataire s'engage à se soumettre à tout contrôle, sur place et sur pièces, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par les instances du programme ou par les organismes mandatés par elles, et par les corps d'inspection et de contrôle, y compris les autorités de contrôle nationales et communautaires.

Il s'engage par ailleurs à accepter les conséquences, notamment financières, de ces contrôles.

## **Article 6. Conséquences en cas de non-respect de la convention**

En cas de manquement à l'une des obligations résultant de la présente convention, les dispositions prévues dans la fiche n°3.3 du Guide pour les bénéficiaires « Conséquences en cas de non-respect de la convention » s'appliquent.

En cas d'annulation de la présente convention, les dispositions prévues dans l'article 22 s'appliquent.

## **Article 7. Coordonnées bancaires**

Afin de recevoir l'aide communautaire et les cofinancements nationaux, le porteur de projet doit transmettre les coordonnées du compte (comprenant notamment les numéros IBAN et SWIFT) émanant de la banque (RIB), sur lequel ils doivent être versés :

- aux cofinanceurs lors de la signature de la présente convention ;
- à l'Autorité de gestion au plus tard lors de la première demande de versement des fonds communautaires.

## **Artikel 5. Kontrollen**

Die Unterzeichner verpflichten sich, sich Kontrollen aller Art – Vor-Ort- ebenso wie Belegkontrollen – zu unterziehen, die von den Programminstanzen, von Einrichtungen, die von den Programminstanzen beauftragt wurden, oder von den Aufsichts- und Kontrollstellen einschließlich einzelstaatlichen und gemeinschaftlichen Kontrollbehörden durchgeführt werden.

Sie verpflichten sich zudem, die Folgen dieser Kontrollen, insbesondere finanzieller Art, zu akzeptieren.

## **Artikel 6. Folgen bei Nichteinhaltung der Projektvereinbarung**

Wird eine der Pflichten aus vorliegender Projektvereinbarung nicht eingehalten, kommen die Bestimmungen aus dem Themenblatt Nr. 3.3 des Handbuchs für Begünstigten „Folgen bei Nichteinhaltung der Projektvereinbarung“ zur Anwendung.

Im Falle einer Aufhebung der vorliegenden Vereinbarung wird entsprechend den Vorgaben des Artikels 22 verfahren.

## **Artikel 7. Bankverbindung**

Zur Auszahlung der EU-Fördermittel und der nationalen Kofinanzierungsmittel an den Projektträger, übermittelt dieser den folgenden Betroffenen die notwendigen Angaben zur Bankverbindung des Kontos (einschließlich der Angaben zu IBAN und SWIFT), auf das die Überweisungen getätigt werden sollen:

- bei Unterzeichnung der vorliegenden Projektvereinbarung an die Kofinanzierungspartner;
- spätestens beim ersten Antrag auf Auszahlung der EU-Fördermittel an die Verwaltungsbehörde.

## **TITRE 2 - COFINANCEMENT COMMUNAUTAIRE**

### **Article 8. Principe général**

#### **Article 8.1. Cofinancement communautaire et principe général des modalités de versement**

Le montant du cofinancement communautaire accordé pour le présent projet s'élève à un maximum de **240 000 €**, soit **50 % du coût total prévisionnel éligible** mentionné dans la demande de concours communautaire acceptée par le Comité de suivi.

Conformément au Guide pour les bénéficiaires, le cofinancement sera versé sous la forme d'un remboursement des dépenses effectuées et sur présentation de demandes de versement.

#### **Article 8.2. Guide pour les bénéficiaires**

Les bénéficiaires communautaires s'engagent à respecter les dispositions contenues dans le Guide pour les bénéficiaires concernant les obligations communautaires en la matière.

### **Article 9. Politiques transversales de l'Union européenne**

Les bénéficiaires s'engagent à respecter les réglementations communautaires et nationales qui leur sont opposables en matière de :

- règles de concurrence ;
- passation des marchés publics ;
- encadrement des aides d'Etat ;
  
- égalité des chances entre hommes et femmes et non discrimination (article 16 du Règlement général) ;
- environnement (article 17 du Règlement général).

Par ailleurs, les bénéficiaires communautaires s'engagent à ne pas tirer parti de l'aide attribuée pour pratiquer des prix anormalement bas et plus généralement à ne pas détourner la

## **TEIL 2 - EU-MITTELFÖRDERUNG**

### **Artikel 8. Allgemeine Grundlage**

#### **Artikel 8.1. Gemeinschaftliche Fördermittel und allgemeine Grundlage für die Auszahlungsmodalitäten**

Die bewilligte Förderhöchstsumme aus EU-Mitteln beläuft sich auf **240.000 Euro und damit auf 50 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben** laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt.

Gemäß den Bestimmungen des Handbuchs für Begünstigte erfolgt die Auszahlung als Erstattung getätigter Ausgaben und nach Vorlage von Auszahlungsanträgen.

#### **Artikel 8.2. Handbuch für Begünstigte**

Die EU-Mittelbegünstigten verpflichten sich, die Bestimmungen aus dem Handbuch für Begünstigte in Bezug auf die relevanten Gemeinschaftsbestimmungen einzuhalten.

### **Artikel 9. Querschnittpolitiken der Europäischen Union**

Die Begünstigten verpflichten sich, die Bestimmungen der Europäischen Union und der Einzelstaaten einzuhalten, die für sie in den folgenden Bereichen gelten:

- Wettbewerbsregeln;
- Vergabe öffentlicher Aufträge;
- Gemeinschaftsrahmen für staatliche Beihilfen;
- Gleichstellung von Männern und Frauen und Nichtdiskriminierung (Artikel 16 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung) ;
- Umwelt (Artikel 17 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung).

Die EU-Mittelbegünstigten verpflichten sich zudem, die gewährte Beihilfe nicht dazu auszunutzen, ungewöhnlich niedrige Preise anzubieten und allgemein Wettbewerbern durch die Gewährung von Vorteilen, die über die

clientèle des entreprises concurrentes par l'octroi d'avantages anormaux par rapport à ceux consentis habituellement.

## **Article 10. Piste d'audit**

### **Article 10.1. Principe général en matière de piste d'audit**

En application de l'article 15 du Règlement d'application, une piste d'audit est considérée comme suffisante si, pour le Programme opérationnel, elle répond aux critères suivants :

- elle permet d'établir un rapprochement entre, d'une part, les montants globaux certifiés à la Commission européenne et, d'autre part, les pièces comptables et justificatives détaillées dont disposent l'Autorité de certification, l'Autorité de gestion, et les bénéficiaires en ce qui concerne les opérations cofinancées dans le cadre du Programme opérationnel ;
- elle permet de vérifier le paiement de la participation publique au bénéficiaire ;
- elle permet de vérifier l'application des critères de sélection établis par le Comité de suivi du Programme opérationnel ;
- elle contient pour chaque projet les documents relatifs à l'octroi de l'aide, les documents relatifs aux procédures de passation des marchés publics, les rapports d'activité et les rapports relatifs aux vérifications, audits et contrôles réalisés.

### **Article 10.2. Comptabilité**

Selon l'article 60, paragraphe d), du Règlement général, l'Autorité de gestion est chargée de s'assurer que les bénéficiaires et les autres organismes participant à la mise en œuvre du projet appliquent soit un système de comptabilité séparé, soit une codification comptable adéquate pour toutes les transactions relatives à l'opération, sans préjudice des règles comptables nationales.

### **Article 10.3. Durée de conservation des pièces relatives au projet**

Selon l'article 90, paragraphe 1, du

üblicherweise gewährten Vorteile hinausgehen, Kunden abzuwerben.

## **Artikel 10. Prüfpfad**

### **Artikel 10.1. Allgemeine Grundlage betreffend den Prüfpfad**

In Anwendung von Artikel 15 der Durchführungsverordnung gilt der Prüfpfad als hinreichend, wenn er für das Operationelle Programm folgende Kriterien erfüllt:

- er ermöglicht den Abgleich zwischen den gegenüber der Kommission bescheinigten Gesamtbeträgen einerseits und den detaillierten Buchführungsunterlagen und den Belegen andererseits, die von der Bescheinigungsbehörde, der Verwaltungsbehörde und den Begünstigten für die im Rahmen des Operationellen Programms kofinanzierten Vorhaben geführt werden;
- er ermöglicht die Überprüfung der Auszahlung des öffentlichen Beitrags an den Begünstigten;
- er ermöglicht die Überprüfung der Anwendung der vom Begleitausschuss für das Operationelle Programm festgelegten Auswahlkriterien;
- er umfasst für jedes Vorhaben gegebenenfalls die technischen Spezifikationen und den Finanzierungsplan, die Unterlagen über die Zuschussbewilligung, die Unterlagen zu den öffentlichen Vergabeverfahren, Fortschrittsberichte sowie die Berichte über die durchgeführten Kontrollen und Prüfungen.

### **Artikel 10.2. Buchführung**

Gemäß Artikel 60, Absatz d) der Allgemeinen Strukturfondsverordnung ist von der Verwaltungsbehörde dafür Sorge zu tragen, dass die Begünstigten und die sonstigen an der Durchführung des Projekts beteiligten Stellen unbeschadet der einzelstaatlichen Buchführungsvorschriften entweder gesondert über alle Finanzvorgänge der Vorhaben Buch führen oder für diese einen geeigneten Buchführungscode verwenden.

### **Artikel 10.3. Zeitraum der Aufbewahrung der Belege**

Nach Artikel 90, Absatz 1 der Allgemeinen

Règlement général, l'Autorité de gestion doit veiller à ce que l'ensemble des pièces justificatives concernant les dépenses et les audits du programme soit tenu à la disposition de la Commission européenne et de la Cour des comptes pendant une période de trois ans suivant la clôture du programme.

Ce délai est suspendu soit en cas de procédure judiciaire, soit sur demande dûment motivée de la Commission européenne.

Aux fins d'application de cette disposition, tous les signataires s'engagent à conserver l'ensemble des pièces justificatives concernant les dépenses et les audits du programme pendant la même durée, et au moins jusqu'au 31 décembre 2021.

L'Autorité de gestion s'engage à informer le porteur de projet de la clôture du programme par la Commission européenne ou, le cas échéant, de l'existence d'une procédure judiciaire ou d'une demande de la Commission européenne de suspendre ce délai.

#### **Article 10.4. Registre des lieux de conservation des pièces relatives au projet**

Aux fins d'application de l'article 90, paragraphe 1, du Règlement général, l'article 19 paragraphe 1 du Règlement d'application stipule que l'Autorité de gestion établit un registre où sont consignées l'identité et la localisation des organismes détenant les pièces justificatives relatives aux dépenses, aux audits et aux contrôles.

Les bénéficiaires communautaires s'engagent donc à lui transmettre ces informations, et à l'informer en cas de changement.

#### **Article 10.5. Mise à disposition des pièces relatives au projet**

Conformément à l'article 19 paragraphe 2 du Règlement d'application, les signataires s'engagent à mettre les pièces justificatives relatives aux dépenses et à la mise en œuvre du projet à disposition des personnes et des organismes habilités à les inspecter, y compris, au minimum, le personnel habilité de l'Autorité de gestion, de l'Autorité de certification, de l'Autorité

Strukturfondsverordnung ist von der Verwaltungsbehörde dafür Sorge zu tragen, dass sämtliche Belege für Ausgaben und Prüfungen im Rahmen des Programms während drei Jahren nach Abschluss des Programms zur Einsicht durch die Kommission und den Europäischen Rechnungshof aufbewahrt werden.

Dieser Zeitraum wird im Falle eines Gerichtsverfahrens oder auf ordnungsgemäß begründeten Antrag der EU-Kommission ausgesetzt.

Die Unterzeichner verpflichten sich im Hinblick auf die Anwendung dieser Bestimmung, sämtliche Belege für Ausgaben und Prüfungen des Programms während desselben Zeitraums und mindestens bis zum 31. Dezember 2021 aufzubewahren.

Die Verwaltungsbehörde verpflichtet sich, den Projektträger vom Abschluss des Programms durch die EU-Kommission bzw. von einem gegebenenfalls anhängigen Gerichtsverfahren oder einem Antrag der EU-Kommission auf Aussetzung dieser Frist in Kenntnis zu setzen.

#### **Artikel 10.4. Aufzeichnung des Standorts der Aufbewahrung der Belege zum Projekt**

Zur Umsetzung von Artikel 90, Absatz 1 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung ist nach Artikel 19, Absatz 1 der Durchführungsverordnung von der Verwaltungsbehörde sicherzustellen, dass Aufzeichnungen verfügbar sind, die Angaben zu den Einrichtungen, die die Belege zu den Ausgaben und Prüfungen führen, sowie zu deren Standort enthalten.

Die EU-Mittelbegünstigten verpflichten sich entsprechend, der Verwaltungsbehörde diese Informationen zu übermitteln und sie von Veränderungen diesbezüglich in Kenntnis zu setzen.

#### **Artikel 10.5. Zurverfügungstellung der Projektunterlagen**

Die Unterzeichner verpflichten sich nach Maßgabe von Artikel 19, Absatz 2 der Durchführungsverordnung, die Belege zu Ausgaben und zur Umsetzung des Projekts denjenigen Personen und Einrichtungen mit entsprechender Berechtigung – einschließlich zumindest der ermächtigten Mitarbeiter der Verwaltungsbehörde, der Bescheinigungsbehörde, der Prüfbehörde und der in Artikel 62,

d'audit et des organismes de contrôle visés à l'article 62, paragraphe 3, du Règlement général, ainsi que les fonctionnaires habilités de la Communauté et leurs mandataires, conformément à l'article 72, paragraphe 2, du Règlement général.

#### **Article 10.6. Support des données relatives au projet**

Conformément à l'article 90, paragraphe 3, du Règlement général, les documents sont conservés sous la forme d'originaux ou de versions certifiées conformes avec les originaux sur des supports de données généralement acceptés.

Sont considérés comme supports de données généralement acceptés, en application de l'article 19, paragraphe 4, du Règlement d'application, au minimum :

- les photocopies de documents originaux ;
- les microfiches de documents originaux ;
- les versions électroniques de documents originaux ;
- les documents n'existant qu'en version électronique.

En application de l'article 19, paragraphe 6, du Règlement d'application, lorsque des documents n'existent qu'en version électronique, les systèmes informatiques utilisés doivent être conformes aux normes de sécurité reconnues garantissant la conformité des documents conservés avec les prescriptions légales nationales ainsi que leur fiabilité à des fins d'audit et de contrôle.

#### **Article 11. Obligations de communication**

En application des articles 8 et 9 du Règlement d'application ainsi que de l'ensemble des règlements le modifiant, le bénéficiaire est chargé d'informer le public du concours financier qui lui est alloué par le Fonds européen de Développement régional.

Les mesures de communication à appliquer sont décrites dans le Guide pour les

Absatz 3 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung genannten Stellen sowie beauftragten Beamten der Gemeinschaft sowie deren ermächtigten Vertretern nach Artikel 72, Absatz 2 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung – zur Kontrolle zur Verfügung zu stellen.

#### **Artikel 10.6. Datenträger für projektbezogene Daten**

Gemäß Artikel 90, Absatz 3 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung sind die Belege entweder als Originale oder als in mit den Originalen übereinstimmend bescheinigten Fassungen auf allgemein anerkannten Datenträgern aufzubewahren.

Als allgemein anerkannte Datenträger gelten in Anwendung von Artikel 19, Absatz 4 der Durchführungsverordnung zumindest:

- Fotokopien von Originalen;
- Mikrofiches von Originalen;
- elektronische Fassungen von Originalen;
- nur in elektronischer Form vorliegende Unterlagen.

In Anwendung von Artikel 19, Absatz 6 der Durchführungsverordnung muss, wenn Unterlagen nur in elektronischer Form vorliegen, das verwendete EDV-System anerkannten Sicherheitsstandards genügen, die die Gewähr bieten, dass die aufbewahrten Unterlagen den nationalen Rechtsvorschriften entsprechen und dass sie für Rechnungsprüfungszwecke glaubhaft sind.

#### **Artikel 11. Pflichten bezüglich der Öffentlichkeitsarbeit**

Gemäß der Artikel 8 und 9 der Durchführungsverordnung und der diese ggf. abändernden Verordnungen obliegt dem Begünstigten die Unterrichtung der Öffentlichkeit über die zuerkannte Unterstützung aus dem Europäischen Fonds für regionale Entwicklung.

Die anzuwendenden Maßnahmen der Öffentlichkeitsarbeit sind im Handbuch für

bénéficiaires.

## **Article 12. Liste des bénéficiaires**

En application de l'article 7, paragraphe 2, point d, du Règlement d'application, l'Autorité de gestion doit assurer la publication, par voie électronique ou autre, de la liste des bénéficiaires, du nom des opérations et du montant du financement public alloué aux opérations.

Par conséquent, les bénéficiaires de fonds communautaires acceptent, en signant la présente convention, de figurer sur cette liste.

Conformément à l'article 37, paragraphe 4, du Règlement d'application, toute donnée à caractère personnel figurant dans les informations visées ci-dessus au premier alinéa n'est traitée qu'aux fins prévues par le présent article.

## **Article 13. Protection des données à caractère personnel**

En application de l'article 37 du Règlement d'application, les données à caractère personnel recueillies en application des dispositions de la présente convention ne peuvent être transmises à des personnes autres que celles qui, dans les Etats membres ou au sein des institutions communautaires, sont, par leurs fonctions, appelées à les connaître, à moins que l'Etat membre qui les a communiquées n'y ait expressément consenti.

Begünstigte beschrieben.

## **Artikel 12. Verzeichnis der Begünstigten**

In Anwendung von Artikel 7, Absatz 2, Buchstabe d) der Durchführungsverordnung ist von der Verwaltungsbehörde die Veröffentlichung des Verzeichnisses der Begünstigten, der Bezeichnung der Vorhaben und der Höhe der für die Vorhaben bereitgestellten öffentlichen Beteiligungen in elektronischer oder anderer Form zu gewährleisten

Die EU-Mittelbegünstigten stimmen aufgrund dessen mit der Unterzeichnung der vorliegenden Vereinbarung der Nennung im Verzeichnis der Begünstigten zu.

In Einhaltung von Artikel 37, Absatz 4 der Durchführungsverordnung werden personenbezogene Daten, die in den oben im ersten Absatz genannten Angaben enthalten sind, nur für die in vorliegendem Artikel genannten Zwecke verarbeitet.

## **Artikel 13. Schutz personenbezogener Daten**

In Anwendung von Artikel 37 der Durchführungsverordnung werden diejenigen personenbezogenen Daten, die in Anwendung der Bestimmungen aus vorliegender Projektvereinbarung gesammelt wurden, nur Personen mitgeteilt, die in den Mitgliedstaaten oder in den Gemeinschaftsorganen aufgrund ihrer Aufgaben davon Kenntnis erhalten müssen, es sei denn der Mitgliedstaat, der sie übermittelt hat, hat der Mitteilung an andere Personen ausdrücklich zugestimmt.

### **TITRE 3 - FINANCEMENT NATIONAL**

#### **Article 14. Principe général en matière de paiement des cofinancements nationaux**

Les cofinanceurs s'engagent, par la signature de la présente convention, à verser les montants prévus dans le plan de financement du projet, dans les délais et les formes prévus.

Cependant, afin de respecter le principe de cofinancement, et le taux défini pour le cofinancement communautaire, l'aide communautaire devra être revue à la baisse si les cofinancements nationaux effectivement perçus par le porteur de projet sont supérieurs au montant effectivement dû en application du taux de cofinancement national par rapport aux dépenses effectivement réalisées (ceci, afin d'éviter le sur-financement du projet). C'est pourquoi le solde des cofinancements nationaux doit être versé au prorata des dépenses effectivement réalisées.

#### **Article 15. Modalités de versement des cofinancements**

##### ***Article 15.1. Modalités de versement des cofinancements français et allemands***

La **Communauté de communes Porte de France Rhin Sud** participe au projet à hauteur de 55 000 euros (soit 11,46 % du coût total prévisionnel éligible mentionné dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi) sous forme de dépenses directes.

Le **Département du Haut-Rhin** participe au projet à hauteur de 70 000 euros (soit 14,58 % du coût total prévisionnel éligible mentionné dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi) sous forme de subvention.

### **TEIL 3 - NATIONALE MITTEL**

#### **Artikel 14. Allgemeine Grundlagen für die Auszahlung nationaler Kofinanzierungsmittel**

Mit Unterzeichnung der vorliegenden Projektvereinbarung verpflichten sich die Kofinanzierungspartner, die im Projektfinanzierungsplan bezeichneten Beträge frist- und formgerecht auszuführen.

Zur Wahrung des Grundsatzes der Kofinanzierung und zur Einhaltung des für die EU-Mittelförderung festgelegten Satzes ist allerdings der EU-Fördermittelbetrag herabzusetzen, wenn die vom Projektträger tatsächlich vereinnahmten nationalen Fördermittel höher liegen als der in Anwendung des nationalen Kofinanzierungssatzes im Verhältnis zu den Ausgaben tatsächlich auszahlende Betrag (um eine Überfinanzierung des Projekts zu vermeiden). Der Restbetrag der nationalen Fördermittel ist aufgrund dessen anteilig zu den tatsächlich getätigten Ausgaben auszuführen.

#### **Artikel 15. Auszahlung der Kofinanzierungsmittel**

##### ***Artikel 15.1. Auszahlung der französischen und deutschen Kofinanzierungsmittel***

Die **Communauté de communes Porte de France Rhin Sud** beteiligt sich in Höhe von 55 000 Euro in Form von direkten Ausgaben am Projekt (und damit mit 11,46 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Das **Département du Haut-Rhin** beteiligt sich in Höhe von 70 000 Euro in Form von direkten Ausgaben am Projekt (und damit mit 14,58 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).



Le rythme de versement est le suivant :

- 50 % du montant au Premier trimestre 2012
- 50 % du montant en Janvier 2013

Le **Landratsamt Breisgau-Hochschwarzwald** participe au projet à hauteur de 10 000 euros (soit 2,08 % du coût total prévisionnel éligible mentionné dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi) sous forme de subvention.

Le rythme de versement est le suivant :

- 25 % du montant au Premier trimestre 2012
- 50 % du montant en Janvier 2013
- 25 % du montant en Janvier 2014

La **Stadt Neuenburg am Rhein** participe au projet à hauteur de 35 000 euros (soit 7,29 % du coût total prévisionnel éligible mentionné dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi) sous forme de subvention.

Le rythme de versement est le suivant :

- 25 % du montant au Premier trimestre 2012
- 50 % du montant en Janvier 2013
- 25 % du montant en Janvier 2014

La **Gemeinde Heitersheim** participe au projet à hauteur de 5 000 euros (soit 1,04 % du coût total prévisionnel éligible mentionné dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi) sous forme de subvention.

Le rythme de versement est le suivant :

- 25 % du montant au Premier trimestre 2012
- 50 % du montant en Janvier 2013
- 25 % du montant en Janvier 2014

La **Gemeinde Hartheim** participe au projet à hauteur de 10 000 euros (soit 2,08 % du coût total prévisionnel éligible mentionné dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi) sous forme de subvention.

Fälligkeitsverzeichnis der Zahlungen:

- 50% des Betrages im ersten Quartal 2012
- 50% des Betrages im Januar 2013

Das **Landratsamt Breisgau-Hochschwarzwald** beteiligt sich in Höhe von 10 000 Euro in Form von direkten Ausgaben am Projekt (und damit mit 2,08 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Fälligkeitsverzeichnis der Zahlungen:

- 25% des Betrages im ersten Quartal 2012
- 50% des Betrages im Januar 2013
- 25% des Betrages im Januar 2014

Die **Stadt Neuenburg am Rhein** beteiligt sich in Höhe von 35 000 Euro in Form von direkten Ausgaben am Projekt (und damit mit 7,29 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Fälligkeitsverzeichnis der Zahlungen:

- 25% des Betrages im ersten Quartal 2012
- 50% des Betrages im Januar 2013
- 25% des Betrages im Januar 2014

Die **Gemeinde Heitersheim** beteiligt sich in Höhe von 5 000 Euro in Form von direkten Ausgaben am Projekt (und damit mit 1,04 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Fälligkeitsverzeichnis der Zahlungen:

- 25% des Betrages im ersten Quartal 2012
- 50% des Betrages im Januar 2013
- 25% des Betrages im Januar 2014

Die **Gemeinde Hartheim** beteiligt sich in Höhe von 10 000 Euro in Form von direkten Ausgaben am Projekt (und damit mit 2,08 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Le rythme de versement est le suivant :

- 25 % du montant au Premier trimestre 2012
- 50 % du montant en Janvier 2013
- 25 % du montant en Janvier 2014

La **Gemeinde Eschbach** participe au projet à hauteur de 5 000 euros (soit 1,04 % du coût total prévisionnel éligible mentionné dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi) sous forme de subvention.

Le rythme de versement est le suivant :

- 25 % du montant au Premier trimestre 2012
- 50 % du montant en Janvier 2013
- 25 % du montant en Janvier 2014

Le **Gewerbepark Breisgau** participe au projet à hauteur de 15 000 euros (soit 3,13 % du coût total prévisionnel éligible mentionné dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi) sous forme de subvention.

Le rythme de versement est le suivant :

- 25 % du montant au Premier trimestre 2012
- 50 % du montant en Janvier 2013
- 25 % du montant en Janvier 2014

La **Communauté de communes Essor du Rhin** participe au projet à hauteur de 35 000 euros (soit 7,29 % du coût total prévisionnel éligible mentionné dans le formulaire de demande de cofinancement communautaire accepté par le Comité de suivi) sous forme de subvention.

Le rythme de versement est le suivant :

- 25 % du montant au Premier trimestre 2012
- 50 % du montant en Janvier 2013
- 25 % du montant en Janvier 2014

**Article 15.2. Modalités de versement du cofinancement de la Confédération helvétique**

Cet article ne s'applique pas pour le présent projet.

**Article 15.3. Modalités de versement**

Fälligkeitsverzeichnis der Zahlungen:

- 25% des Betrages im ersten Quartal 2012
- 50% des Betrages im Januar 2013
- 25% des Betrages im Januar 2014

Die **Gemeinde Eschbach** beteiligt sich in Höhe von 5 000 Euro in Form von direkten Ausgaben am Projekt (und damit mit 1,04 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Fälligkeitsverzeichnis der Zahlungen:

- 25% des Betrages im ersten Quartal 2012
- 50% des Betrages im Januar 2013
- 25% des Betrages im Januar 2014

Der **Gewerbepark Breisgau** beteiligt sich in Höhe von 15 000 Euro in Form von direkten Ausgaben am Projekt (und damit mit 3,13 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Fälligkeitsverzeichnis der Zahlungen:

- 25% des Betrages im ersten Quartal 2012
- 50% des Betrages im Januar 2013
- 25% des Betrages im Januar 2014

Die **Communauté de communes Essor du Rhin** beteiligt sich in Höhe von 35 000 Euro in Form von direkten Ausgaben am Projekt (und damit mit 7,29 % der Gesamtsumme der förderfähigen Ausgaben laut Antrag auf EU-Mittelförderung wie vom Begleitausschuss genehmigt).

Fälligkeitsverzeichnis der Zahlungen:

- 25% des Betrages im ersten Quartal 2012
- 50% des Betrages im Januar 2013
- 25% des Betrages im Januar 2014

**Artikel 15.2. Auszahlung der Finanzhilfen der Schweizerischen Eidgenossenschaft**

Dieser Artikel trifft für das vorliegende Projekt nicht zu.

**Artikel 15.3. Auszahlung der übrigen**

#### **des autres cofinancements suisses**

Cet article ne s'applique pas pour le présent projet.

#### **Article 15.4. Dispositions communes aux cofinancements suisses**

Cet article ne s'applique pas pour le présent projet.

#### **Article 16. Conséquences en cas de non versement des cofinancements nationaux**

L'article 19 « Règlement des litiges » s'applique si les cofinanceurs nationaux ne versent pas les montants prévus dans les délais et les formes prévus ci-dessus.

#### **Article 17. Reversement des cofinancements nationaux indûment versés**

Les règles de chaque cofinancier s'appliquent en la matière. Le partenaire cofinancier qui demande le reversement de montants indûment versés indiquera au partenaire concerné les coordonnées du compte sur lequel il devra procéder au paiement.

#### **Article 18. Dispositions diverses**

Aucune disposition spécifique ne s'applique pour le présent projet.

### **TITRE 4 - DISPOSITIONS FINALES**

#### **Article 19. Règlement des litiges**

Les deux versions linguistiques, aussi bien

#### **Schweizer Finanzhilfen**

Dieser Artikel trifft für das vorliegende Projekt nicht zu.

#### **Artikel 15.4. Gemeinsame Bestimmungen für die Schweizer Kofinanzierungsmittel**

Dieser Artikel trifft für das vorliegende Projekt nicht zu.

#### **Artikel 16. Folgen bei Nichtauszahlung nationaler Kofinanzierungsmittel**

Zahlen die nationalen Kofinanzierungspartner die zugesagten Mittel nicht frist- und formgerecht wie oben bezeichnet aus, kommt Artikel 19 „Rechtsstreitigkeiten“ zur Anwendung.

#### **Artikel 17. Erstattung rechtsgrundlos ausgezahlter nationaler Kofinanzierungsmittel**

In diesem Bereich gelten die Bestimmungen jedes Kofinanzierungspartners. Von dem Kofinanzierungspartner, der die Rückzahlung rechtsgrundlos ausgezahlter Mittel verlangt, ist dem betreffenden Partner die Bankverbindung des Kontos mitzuteilen, auf das die Zahlung vorzunehmen ist.

#### **Artikel 18. Verschiedenes**

Es gilt keine besondere Vorschrift für das vorliegende Projekt.

### **TEIL 4 - SCHLUSSBESTIMMUNGEN**

#### **Artikel 19. Rechtsstreitigkeiten**

Beide Fassungen, die französische sowie die

la version française que la version allemande, font foi.

**Article 19.1. Règlement amiable**

En cas de litige relatif à la présente convention, les signataires s'engagent à rechercher en priorité une solution amiable. Le groupe de projet peut constituer le lieu adéquat pour discuter les litiges. Le silence des signataires suite à la proposition écrite d'une solution amiable faite par le porteur de projet, sera considéré à l'issue d'un délai raisonnable, comme valant acceptation.

**Article 19.2. Médiation**

En cas de litige entre deux partenaires du projet, ceux-ci peuvent décider d'un commun accord de recourir à la médiation de l'Autorité de gestion.

Celle-ci est libre d'accepter ou non cette demande.

Si celle-ci refuse, les partenaires peuvent décider d'un commun accord de recourir à un médiateur extérieur.

En cas de litige entre un ou plusieurs partenaires du projet et l'Autorité de gestion, ceux-ci peuvent décider d'un commun accord de recourir à un médiateur extérieur.

**Article 19.3. Juridictions compétentes en cas de litiges**

Sous réserve des stipulations de l'article 19-1, relatif au Règlement amiable, et de l'article 19-2, relatif à la Médiation, chacun des signataires accepte de manière irrévocable de soumettre les litiges relatifs à la présente convention à la compétence des tribunaux suivants :

en cas de litige entre un ou plusieurs partenaires du projet, et l'Autorité de gestion : Tribunal administratif de Strasbourg ;

en cas de litige entre le porteur de projet et un (ou plusieurs) partenaire(s) du projet : le tribunal compétent du lieu du siège du porteur de projet ;

en cas de litige entre partenaires du projet autres que le porteur de projet : le tribunal compétent du lieu du siège du partenaire qui a notifié par écrit l'existence d'un litige à

deutsche Fassung, sind verbindlich.

**Artikel 19.1. Gütliche Einigung**

Die Unterzeichner verpflichten sich, bei Streitigkeiten im Zusammenhang mit vorliegender Projektvereinbarung vorrangig eine gütliche Einigung anzustreben. Die Projektgruppe ist gegebenenfalls der geeignete Ort für die Erörterung von Streitigkeiten. Das Schweigen der Unterzeichner auf einen schriftlichen Einigungsvorschlag des Projektträgers wird, nach Ablauf einer angemessenen Frist, als Zustimmung gewertet.

**Artikel 19.2. Mediation**

Kommt es zu einem Streitfall zwischen zwei Projektpartnern, so können diese gemeinsam beschließen, die Verwaltungsbehörde um Mediation zu ersuchen.

Der Verwaltungsbehörde steht es frei, dem Ersuchen nachzukommen oder es abzulehnen.

Lehnt sie es ab, können die Partner einvernehmlich beschließen, einen externen Mediator in Anspruch zu nehmen.

Kommt es zu einem Streit zwischen einem oder mehreren Projektpartnern und der Verwaltungsbehörde, so können die Beteiligten einvernehmlich beschließen, einen externen Mediator in Anspruch zu nehmen.

**Artikel 19.3. Gerichtsstand**

Vorbehaltlich der Bestimmungen aus den Artikeln 19-1 über die gütliche Einigung und 19-2 über die Mediation, erteilen die Unterzeichner bei Streitigkeiten im Zusammenhang mit vorliegender Projektvereinbarung unwiderruflich ihre Zustimmung zu folgender Gerichtsstandsregelung:

bei Streitigkeiten zwischen einem oder mehreren Projektpartnern und der Verwaltungsbehörde: das Verwaltungsgericht Tribunal administratif in Strasbourg;

bei Streitigkeiten zwischen dem Projektträger und einem (oder mehreren) Projektpartner(n): das am Sitz des Projektträgers zuständige Gericht;

bei Streitigkeiten zwischen Projektpartnern, die nicht Projektträger sind, an denen der Projektträger nicht beteiligt ist: das am Sitz desjenigen Projektpartners zuständige Gericht,

l'autre.

## **Article 20. Entrée en vigueur**

La présente convention entre en vigueur à la date de sa notification par l'Autorité de gestion (dernier signataire de la convention) au porteur de projet.

## **Article 21. Modification du projet / de la convention**

- En principe, une seule demande de modification du projet, et/ou de la convention, peut être adressée à l'Autorité de gestion au cours de la période de réalisation du projet.
- 
- Les modifications sont établies selon les modalités de la fiche n°4.7 du Guide des bénéficiaires « Modification du projet ».

Les modifications éventuellement apportées après la clôture du projet, du fait de l'ajustement en fonction des dépenses ou des cofinancements effectivement réalisés, ne sont pas concernées par cet article.

## **Article 22. Annulation de la convention**

La convention peut être annulée si

- l'Autorité de gestion et les partenaires du projet signataires s'en accordent à l'amiable ; ou si l'Autorité de gestion décide, suite au constat de non respect de la présente convention, d'appliquer les dispositions prévues dans la fiche n°3.3 du Guide pour les bénéficiaires « Conséquences en cas de non-respect de la convention ».

Dans les deux cas, l'Autorité de gestion propose au Comité de suivi d'annuler le cofinancement communautaire attribué au

der dem anderen von der Streitigkeit schriftlich Mitteilung gemacht hat.

## **Artikel 20. Inkrafttreten**

Die vorliegende Vereinbarung tritt am Tag ihrer Zustellung durch die Verwaltungsbehörde (als Letztunterzeichnerin) an den Projektträger in Kraft.

## **Artikel 21. Änderung am Projekt / an der Projektvereinbarung**

- Grundsätzlich kann bei der Verwaltungsbehörde während des Realisierungszeitraums des Projekts ein Mal ein Antrag auf Änderung des Projekts und/oder der Projektvereinbarung gestellt werden.
- 
- Bei Änderungen ist wie im Themenblatt Nr. 4.7 des Handbuchs für Begünstigten „Änderungen am Projekt“ dargestellt zu verfahren.

Dieser Artikel bezieht sich nicht auf Änderungen, die gegebenenfalls nach Projektabschluss zur Anpassung an die tatsächlich getätigten Ausgaben oder ausgezahlten Fördermittel vorgenommen werden.

## **Artikel 22. Aufhebung der Projektvereinbarung**

Die Projektvereinbarung kann aufgehoben werden, wenn

- sich die Verwaltungsbehörde und die unterzeichnenden Projektpartner gütlich darauf einigen, oder die Verwaltungsbehörde wegen der Feststellung der Nichteinhaltung der vorliegenden Vereinbarung entsprechend den Vorgaben des Themenblatt Nr. 3.3 des Handbuchs für Begünstigte „Folgen bei Nichteinhaltung der Projektvereinbarung“ verfährt.

In beiden Fällen schlägt die Verwaltungsbehörde dem Begleitausschuss vor, die EU-Mittelbindung für das Projekt

projet.

Si le Comité de suivi décide l'annulation du cofinancement communautaire, la présente convention perd sa validité. L'Autorité de gestion informe le porteur de projet de la décision du Comité de suivi. Tout versement de fonds communautaire déjà effectué sur la base de la présente convention devra être remboursé par les partenaires concernés.

### **Article 23. Fin de validité**

La présente convention reste valable jusqu'à une période de trois ans suivant la clôture du programme par la Commission européenne.

En application de l'article 90, paragraphe 1, du Règlement général, ce délai est suspendu soit en cas de procédure judiciaire, soit sur demande dûment motivée de la Commission européenne.

L'Autorité de gestion s'engage à informer le porteur de projet de la clôture du programme par la Commission européenne, ou, le cas échéant, de l'existence d'une procédure judiciaire ou d'une demande de la Commission européenne de suspendre ce délai, et de la date de fin de cette procédure ou de cette suspension, qui constituera alors la date de clôture du programme.

aufzuheben.

Beschließt der Begleitausschuss die Aufhebung der EU-Mittelförderung, verliert die vorliegende Vereinbarung ihre Gültigkeit. Die Verwaltungsbehörde informiert den Projektträger über die Entscheidung des Begleitausschusses. Sämtliche auf der Grundlage der Vereinbarung bereits getätigten Auszahlungen von EU-Mitteln müssen von den betroffenen Partnern zurückerstattet werden.

### **Artikel 23. Ende der Gültigkeit**

Vorliegende Vereinbarung ist nach Abschluss des Programms durch die EU-Kommission noch drei Jahre lang gültig.

In Anwendung von Artikel 90, Absatz 1 der Allgemeinen Strukturfondsverordnung wird dieser Zeitraum im Fall von Gerichtsverfahren oder auf ordnungsgemäß begründeten Antrag der Kommission ausgesetzt.

Die Verwaltungsbehörde verpflichtet sich, den Projektträger vom Programmabschluss durch die EU-Kommission bzw. gegebenenfalls von einem anhängigen Gerichtsverfahren oder einem Antrag der EU-Kommission auf Aussetzung dieser Frist und von dem Zeitpunkt in Kenntnis, an dem das betreffende Gerichtsverfahren bzw. die Aussetzung endet und das damit das Programmabschlusdatum darstellt.

**Programme  
INTERREG IV Rhin Supérieur**

**Annexes à la convention  
relative au projet  
n° C27  
« Un jardin pour le Rhin –  
Plan de gestion de l'espace rural et  
périurbain transfrontalier »**

**Fiche récapitulative du projet**, rédigée par le  
Secrétariat technique commun, ayant servi de  
base à la décision d'acceptation du projet par  
le Comité de suivi

**Formulaire** de demande de cofinancement  
communautaire

**Annexes au formulaire :**  
Annexe à la description du projet

**Programm  
INTERREG IV Oberrhein**

**Anlagen zur Vereinbarung  
bezüglich des Projekts  
Nr. C27  
„Ein Garten für den Rhein -  
Grenzüberschreitender Gestaltungsplan  
für den ländlichen und ausserstädtisch  
geprägten Raum“**

die durch das Gemeinsame technische Se-  
kretariat erarbeitete **Projektzusammen-  
fassung**, Grundlage für die Entscheidung  
des Begleitausschusses für die Aufnahme  
des Projekts in die Förderung

**Antragsformular** auf Förderung aus EU-  
Mitteln

**Anlage zum Antragsformular:**  
Anhang zur Projektbeschreibung

**Signataires de la présente convention relative au projet n° C27  
« Un jardin pour le Rhin –  
Plan de gestion de l'espace rural et périurbain transfrontalier »**

**Unterzeichner der vorliegenden Vereinbarung zu Projekt Nr. C27  
„Ein Garten für den Rhein -  
Grenzüberschreitender Gestaltungsplan für den ländlichen und ausserstädtisch geprägten  
Raum“**

**Communauté de communes Porte de France Rhin Sud  
Porteur de projet / Projektträger**

Date/Datum

Signature/Unterschrift

Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners

Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners

Cachet/Stempel



**Signataires de la présente convention relative au projet n° C27  
« Un jardin pour le Rhin –  
Plan de gestion de l'espace rural et périurbain transfrontalier »**

**Unterzeichner der vorliegenden Vereinbarung zu Projekt Nr. C27  
„Ein Garten für den Rhein -  
Grenzüberschreitender Gestaltungsplan für den ländlichen und ausserstädtisch geprägten  
Raum“**

**Département du Haut-Rhin**  
Partenaire du projet / Projektpartner

*Date/Datum*

*Signature/Unterschrift*

*Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners*

*Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners*

*Cachet/Stempel*

**Signataires de la présente convention relative au projet n° C27  
« Un jardin pour le Rhin –  
Plan de gestion de l'espace rural et périurbain transfrontalier »**

**Unterzeichner der vorliegenden Vereinbarung zu Projekt Nr. C27  
„Ein Garten für den Rhein -  
Grenzüberschreitender Gestaltungsplan für den ländlichen und ausserstädtisch geprägten  
Raum“**

**Landratsamt Breisgau-Hochschwarzwald**  
Partenaire du projet / Projektpartner

*Date/Datum*

*Signature/Unterschrift*

*Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners*

*Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners*

*Cachet/Stempel*

**Signataires de la présente convention relative au projet n° C27  
« Un jardin pour le Rhin –  
Plan de gestion de l'espace rural et périurbain transfrontalier »**

**Unterzeichner der vorliegenden Vereinbarung zu Projekt Nr. C27  
„Ein Garten für den Rhein -  
Grenzüberschreitender Gestaltungsplan für den ländlichen und ausserstädtisch geprägten  
Raum“**

**Stadt Neuenburg am Rhein**  
Partenaire du projet / Projektpartner

*Date/Datum*

*Signature/Unterschrift*

*Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners*

*Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners*

*Cachet/Stempel*

**Signataires de la présente convention relative au projet n° C27  
« Un jardin pour le Rhin –  
Plan de gestion de l'espace rural et périurbain transfrontalier »**

**Unterzeichner der vorliegenden Vereinbarung zu Projekt Nr. C27  
„Ein Garten für den Rhein -  
Grenzüberschreitender Gestaltungsplan für den ländlichen und ausserstädtisch geprägten  
Raum“**

**Gemeinde Heitersheim**  
Partenaire du projet / Projektpartner

*Date/Datum  
Signature/Unterschrift  
Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners  
Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners  
Cachet/Stempel*

**Signataires de la présente convention relative au projet n° C27  
« Un jardin pour le Rhin –  
Plan de gestion de l'espace rural et périurbain transfrontalier »**

**Unterzeichner der vorliegenden Vereinbarung zu Projekt Nr. C27  
„Ein Garten für den Rhein -  
Grenzüberschreitender Gestaltungsplan für den ländlichen und ausserstädtisch geprägten  
Raum“**

**Gemeinde Hartheim**  
Partenaire du projet / Projektpartner

*Date/Datum  
Signature/Unterschrift  
Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners  
Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners  
Cachet/Stempel*

**Signataires de la présente convention relative au projet n° C27  
« Un jardin pour le Rhin –  
Plan de gestion de l'espace rural et périurbain transfrontalier »**

**Unterzeichner der vorliegenden Vereinbarung zu Projekt Nr. C27  
„Ein Garten für den Rhein -  
Grenzüberschreitender Gestaltungsplan für den ländlichen und ausserstädtisch geprägten  
Raum“**

**Gemeinde Eschbach**  
Partenaire du projet / Projektpartner

*Date/Datum  
Signature/Unterschrift  
Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners  
Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners  
Cachet/Stempel*

**Signataires de la présente convention relative au projet n° C27  
« Un jardin pour le Rhin –  
Plan de gestion de l'espace rural et périurbain transfrontalier »**

**Unterzeichner der vorliegenden Vereinbarung zu Projekt Nr. C27  
„Ein Garten für den Rhein -  
Grenzüberschreitender Gestaltungsplan für den ländlichen und ausserstädtisch geprägten  
Raum“**

**Gewerbepark Breisgau**  
Partenaire du projet / Projektpartner

*Date/Datum  
Signature/Unterschrift  
Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners  
Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners  
Cachet/Stempel*

**Signataires de la présente convention relative au projet n° C27  
« Un jardin pour le Rhin –  
Plan de gestion de l'espace rural et périurbain transfrontalier »**

**Unterzeichner der vorliegenden Vereinbarung zu Projekt Nr. C27  
„Ein Garten für den Rhein -  
Grenzüberschreitender Gestaltungsplan für den ländlichen und ausserstädtisch geprägten  
Raum“**

**Communauté de communes Essor du Rhin**

Partenaire du projet / Projektpartner

*Date/Datum*

*Signature/Unterschrift*

*Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners*

*Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners*

*Cachet/Stempel*



**Signataires de la présente convention relative au projet n° C27  
« Un jardin pour le Rhin –  
Plan de gestion de l'espace rural et périurbain transfrontalier »**

**Unterzeichner der vorliegenden Vereinbarung zu Projekt Nr. C27  
„Ein Garten für den Rhein -  
Grenzüberschreitender Gestaltungsplan für den ländlichen und ausserstädtisch geprägten  
Raum“**

**Région Alsace**

Autorité de gestion du Programme INTERREG IV Rhin Supérieur /  
Verwaltungsbehörde des Programms INTERREG IV Oberrhein

Date/Datum

Signature/Unterschrift

Prénom et nom du signataire/Vorname und Name des Unterzeichners

Fonction du signataire/Funktion des Unterzeichners

Cachet/Stempel